

Résolution des syndicats SSM et syndicom à l'intention du congrès des femmes de l'USS des 19 et 20 janvier 2018

Ne bradons pas le service public NON à l'initiative «No Billag» du 4 mars 2018.

Supprimer la radio et la TV publiques, voilà le but de l'initiative populiste «No Billag». Les 17 programmes radio et 7 programmes TV de la SSR, ainsi que les 34 chaînes régionales privées de radio et TV disparaîtraient par conséquent. Si nous acceptons que la diffusion de l'information et le journalisme dépendent des intérêts de milliardaires et d'actionnaires, un paysage médiatique antidémocratique et antiféministe risque de dominer en Suisse. Les membres de la commission des femmes de l'USS soutiennent le SSM et syndicom dans leur combat pour un service public fort, pour une diversité vivante des médias et pour des conditions de travail correctes dans les médias – notamment aussi pour les femmes.

Pourquoi la SSR est importante aussi du point de vue de la politique de l'égalité

L'égalité est expressément inscrite dans le préambule de la CCT à la SSR. Cette CCT a valeur d'exemple pour toute la branche car elle fixe des conditions de travail favorables aux femmes. A la SSR, l'écart salarial entre les salaires les plus bas et les plus élevés (avec un rapport de 1 à 10) et entre les sexes est plus faible que presque partout ailleurs en Suisse. Depuis 2013, la SSR examine chaque année les différences salariales entre les sexes avec LOGIB, l'instrument d'autocontrôle développé par la Confédération pour vérifier le respect de l'égalité des salaires dans les entreprises. Les résultats indiquent que la différence salariale non explicable à la SSR entre les femmes et les hommes se situe à 3,5% et qu'elle est nettement inférieure au seuil de tolérance de 5% fixé par la Confédération.

La proportion des femmes à la SSR est de 43% (dont 45% parmi les employé-e-s soumis à la CCT et 28% de cadres) et donc nettement plus élevée que dans d'autres entreprises médiatiques (35,1% dans la presse écrite selon l'étude «Journalisten in der Schweiz» de Guido Keel, 2008). La SSR joue également un rôle positif dans la promotion de l'accès des femmes à des postes à responsabilités: par des mesures ciblées et de bonnes conditions-cadres, elle veut augmenter à 30% la proportion de cadres féminins jusqu'en 2020. Cette politique d'entreprise montre que l'égalité est réalisable, contrôlable et applicable à long terme.

La SSR a fonction d'exemple pour la société et l'industrie des médias en matière de politique de l'égalité.

En cas d'acceptation de l'initiative «No Billag», la radio et la télévision suisses devraient fermer le 1.1.2019. 13'500 postes seraient ainsi détruits, directement ou indirectement, dans l'industrie audiovisuelle.

Compte tenu des tendances à la monopolisation et des bouleversements en cours dans les médias privés et en ligne, il faut un service public de la SSR, indépendant au niveau politique et commercial, afin de préserver le pluralisme des médias et la diversité sociale.

La disparition des programmes de la SSR et des 34 chaînes privées de radio et télévision ne servirait que les lobbies néolibéraux qui veulent faire dépendre d'intérêts privés la diffusion de l'information à la population. Le paysage médiatique aux Etats-Unis ou en Italie montre où cela pourrait nous conduire: quand les médias sont entre les mains d'oligarques, le contrôle de l'information et le journalisme deviennent un instrument de pouvoir. L'initiative «No Billag» n'est donc pas uniquement une menace pour la liberté et la diversité de l'opinion. Elle est aussi une attaque radicale contre nos acquis collectifs et sociaux et nos valeurs.

Le congrès des femmes de l'USS s'oppose fermement à l'initiative «No Billag» qui menace la démocratie et la cohésion sociale.

Nous voulons une représentation non biaisée de la réalité et refusons de laisser les stratégies ultra-conservateurs de l'aile blochéenne décider du débat public et de l'information.

Le congrès des femmes de l'USS soutient les collègues de la SSR et des chaînes de radio et télévisions privées. Il appuie les syndicats SSM et syndicom dans leur lutte contre «No Billag».